

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 13/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METROPOLE AMP ISDND ARBOIS

TERRITOIRE PAYS D'AIX
CS 40686
13626 Aix-en-Provence

D/SPR/VJ/1124/2023

N°AIOT : 000-6401122 (référence à rappeler dans toute correspondance)
Références : D-1446-AIX-2023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2023 dans l'établissement METROPOLE AMP ISDND ARBOIS implanté TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METROPOLE AMP ISDND ARBOIS
- TERRITOIRE PAYS D'AIX CS 40686 13626 Aix-en-Provence
- Code AIOT : 0006401122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchet non dangereux limitée à 180 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Défense incendie et traçabilité des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification électrique	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.5	/	Sans objet
3	Vérification des dispositifs contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.8	/	Sans objet
5	Moyens disponibles	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.5.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaire et état des stocks produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.1.2	/	Sans objet
4	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.2	/	Sans objet
6	Obligation Légale de Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.5.2	/	Sans objet
7	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités doivent faire l'objet d'actions correctives à court terme (levée des réserves issues de la vérification des installations électriques, vérification périodique foudre, débit du poteau incendie à l'entrée du site). Il est demandé à l'exploitant d'apporter les justificatifs sous 15 jours à compter de la réception du présent rapport. A défaut, des suites administratives seront proposées au titre du L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire et état des stocks produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des produits et préparation dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : L'exploitant dispose des documents suivants : Pour la plateforme de traitement des lixivats sur laquelle sont stockés des produits dangereux: - un plan d'implantation des produits dangereux indiquant les quantités maximales; - les fiches données sécurités (FDS). Pour la plateforme de valorisation des biogaz : - plan de stockage des Nucleos et de l'acide pour le traitement des grilles plus les FDS; Un plan général de sécurité implanté à l'entrée du site. Le plan général de sécurité est transmis au SDIS à chaque modification de l'installation. Rencontres régulières de l'exploitant avec le SDIS (dernière en mai 2022) afin de vérifier les documents: plans, numéros de téléphone et de faire visiter le site aux nouvelles équipes opérationnelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Registre sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives réalisées.
Constats : On note un retard du contrôle de l'installation électrique pour l'ISDND, le dernier contrôle datant du 17 janvier 2022 par le Bureau Véritas. Un contrôle obligatoire est à programmer avant fin 2023. Pour la plateforme de valorisation, le dernier contrôle par l'Apave date du 16 septembre 2022. Une observation récurrente apparaît, à traiter dans les meilleurs délais à savoir : installation d'un dispositif adapté à placer en tête d'armoire correspondant au risque encouru. Contrôle par la société Dekra pour la plateforme de traitement des lixiviats le 27 juin 2023. Observation : les différentes interventions pour chaque installation de l'ISDND doivent être reportées obligatoirement sur le registre sécurité. Un suivi chronologique des non-conformités et observations doit être mis en œuvre, afin d'éviter de retrouver des observations récurrentes chaque année.
Observations: - L'exploitant justifiera <u>sous 15 jours</u> de la levée de réserve annotée dans le dernier rapport de contrôle de l'Apave de 2022 concernant la plateforme de valorisation. - L'exploitant justifiera <u>sous le même délai</u> de la vérification des installations électriques pour l'ISDND et la plateforme de valorisation pour 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérification des dispositifs contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : - Vérification complète réalisée pour l'ISDND par Bureau Veritas du 20 au 21 septembre 2022. Les non-conformités et observations relevées doivent faire l'objet d'interventions pour y remédier. Les interventions effectuées doivent faire l'objet d'un enregistrement afin d'assurer la traçabilité. L'exploitant dispose d'un carnet de bord décrivant l'historique de l'installation de protection contre la foudre implantée à partir du 1 ^{er} trimestre 2022. Les différents coups de foudre font l'objet d'enregistrements manuels. - Vérification complète réalisée pour la plateforme de valorisation par l'Apave le 20 décembre 2022. On observe plusieurs non-conformités ou avis suspendus pour lesquels l'exploitant doit y remédier dans les meilleurs délais. Comme pour l'ISDND les interventions pour remédier aux écarts doivent être consignées afin d'assurer la traçabilité.
Observations: L'exploitant justifiera <u>sous 15 jours</u> des actions mises en oeuvre (ou prévues à court terme) pour lever les non-conformités et observations relevées par les organismes de contrôle pour l'ISDND et la plateforme de valorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: En dehors des heures ouvrables, le gardiennage est assuré par des préposés dûment habilités. En fonction des prescriptions de l'exploitant, ils font des rondes de surveillance garantissant la sécurité des installations. Tout événement anormal, incident ou accident fait l'objet d'un compte rendu écrit, archivé pendant 5 ans et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. En périodes chaudes, sèches ou venteuses, leur mission est plus particulièrement orientée vers les risques d'incendie. A cet effet, ils ont en charge la surveillance des lieux d'exploitation en cours : alvéoles, postes de tri, stockages. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.
Constats : Le gardien entreprend des rondes, dans le site, comportant des points de passage nécessitant le pointage du gardien pour être certain qu'il a réalisé la tournée complètement. Ces rondes ont lieu toute l'année. Il y a 7 points de contrôles sur le site avec enregistrement des temps de passage. Le gardien réside sur place toute l'année. Il fait une ronde de surveillance 4 fois par nuit durant l'été. Le téléphone portable permet d'émettre dans tous les recoins de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens disponibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après qui pourront être complétés en tant que de besoin sur demande des services de secours. Ils doivent être maintenus en bon état et vérifiés au minimum annuellement : L'exploitant dispose pour l'ensemble du site de : - 2 poteaux incendie alimentés par une canalisation de la Société du Canal de Provence de diamètre 110 mm et permettant un débit de 60 m ³ /h. - 2 citernes de 10 m ³ , munies de moto pompes, équipées d'une lance tuyau (de 100 m minimum de longueur et pour chaque citerne) et positionnées pour permettre l'attaque d'un commencement d'incendie en tout point du casier en exploitation, - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets (1 extincteur à poudre de 6 kg sur chaque engin d'exploitation ; au minimum 2 extincteurs de 50 kg sur roues, situé dans le poste de contrôle, ...) et de l'installation de valorisation de biogaz. - sur l'installation de combustion du biogaz, 1 extincteurs de classe 55 B au moins par appareil de combustion avec un minimum exigible de deux, - les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés, - une réserve de 3000 m ³ de matériaux meubles, inertes et de granulométrie « fermée», prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie, est disposée à proximité de l'alvéole de stockage en cours d'exploitation. la réserve de matériaux est uniquement affectée à la lutte contre l'incendie et n'est pas confondue avec celle nécessaire à la couverture journalière des déchets.
Constats : Les débits des poteaux incendie ont été contrôlés le 26 juin 2023 par la société Eurofeu. Le poteau incendie à l'entrée du site est non conforme, avec un débit de 5 m ³ /h contre les 60 m ³ /h requis. Extincteurs contrôlés par Eurofeu le 12 septembre 2022. Le stockage des matériaux affectés à la lutte contre l'incendie est présent à proximité du casier en exploitation ainsi qu'une moto pompe associée à la ressource en eau disponible.
Observations : L'exploitant justifiera sous 15 jours des actions correctives mises en oeuvre pour le débit du poteau incendie situé à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Obligation légale de Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2013, article 7.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des OLD
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: e) une zone de cinquante mètres (50m), comptée en distance horizontale est tenue débroussaillée aux abords extérieurs de la clôture du site en accord avec les propriétaires concernés et les différentes prescriptions réglementaires applicables en la matière. f) l'exploitant réalise un débroussaillage régulier des zones à l'intérieur de la clôture, en prolongement du casier en cours d'exploitation, et autour de l'unité de valorisation du biogaz.
Constats : La société la Compagnie Forestier a terminé le débroussaillage à l'intérieur et à l'extérieur du site fin juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a renseigné le Registre National des Déchets (RNDTS) pour toute l'année 2022. Le jour de l'inspection le registre est complété jusqu'à fin mai 2023.</p> <p>Chaque semaine, l'exploitant complète ses différents registres au RNDTS pour son ISDND, avec toutes les informations prescrites par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 relatif au registre et à la traçabilité des déchets (article 1: registre des déchets non dangereux (DND) entrant, article 2 : registre des DND sortant, article 6: registre des terres escavées entrantes) .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet